

**SELON LE DIRECTEUR GÉNÉRAL D'IBC**

# Un contact a été établi avec le navire *Blida* la semaine écoulée

**Si les membres d'équipage du vraquier *Blida*, pris en otage le 1<sup>er</sup> janvier dans les eaux du sultanat d'Oman, sont sains et saufs, selon M. Mansouri, directeur général d'IBC armateur du navire, les pirates n'ont pas encore demandé de rançon. M. Mansouri dira par ailleurs qu'un autre contact a été établi avec le navire il y a de cela quatre jours. Une cellule de crise a aussi été installée par l'affréteur et dont les membres seront les interlocuteurs des pirates.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Repris par l'APS, le directeur d'IBC a annoncé que les contacts ont repris depuis quatre jours avec les pirates qui retiennent le navire. Par ailleurs, selon le même responsable, l'affréteur a mis en place une cellule de crise, conseillé par les assureurs et les avocats.

Les membres de la cellule seront ainsi les interlocuteurs

des pirates. Il a aussi été fait appel à d'autres armateurs dont les bateaux ont fait l'objet d'actes de piraterie en vue de bénéficier de leurs expériences, notamment le mode de communication des pirates.

Le DG d'IBC a précisé encore une fois qu'IBC ne dispose pas d'informations sur les pirates et leurs éventuelles revendications. Il a déclaré, par ailleurs, que les



Le navire *Blida* capturé le 1<sup>er</sup> janvier par des pirates.

évolutions de l'affaire sont régulièrement communiquées au ministère des Affaires étrangères, qui a installé une cellule de suivi.

Le 6 janvier dernier, les membres de l'équipage ont pu communiquer avec leurs familles. Quand il a été pris d'assaut par les pirates au large du sultanat d'Oman, à 150 milles nautiques au sud-est du port de Salaleh, alors qu'il se dirigeait vers le port de Mombasa au Kenya. le 1<sup>er</sup> janvier, le vraquier *Blida* avait à son bord 27 membres d'équipage, dont 17 Algériens. Il est à noter que les pirates somaliens retiennent en otages depuis plusieurs mois 28 navires et plus de 600 membres d'équipages.

**F.-Z. B.**

## **AFFAIRE DES DOUANIERS DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER**

# Le procès renvoyé à début février

**Le procès de la quinzaine de douaniers exerçant au niveau de l'aéroport international d'Alger qui devait se tenir jeudi dernier au tribunal correctionnel d'El-Harrach est renvoyé au 3 février prochain, selon la décision du juge d'audience sur requête de la défense.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Cette affaire, qui avait éclaté au grand jour en mai 2010, avait ébranlé l'institution douanière, notamment au lendemain de la décision du juge instructeur de mettre sous mandat de dépôt près d'une dizaine de douaniers et quatre autres sous contrôle judiciaire.

Une dizaine de douaniers ont été placés sous mandat de dépôt par le juge instructeur près le tribunal d'El Harrach et quatre autres sous contrôle judiciaire dont trois femmes, alors que deux autres ont bénéficié

de la liberté provisoire dans cette affaire qualifiée du plus «grand scandale» de l'institution douanière. Les mis en cause sont poursuivis pour «association de malfaiteurs, corruption, atteinte à l'économie nationale et à la sûreté nationale, dilapidation de biens publics, importation illicite de matériel sensible». L'enquête a été déclenchée par la Police judiciaire du Département du renseignement et de la sécurité (DRS) suite à l'arrestation d'un terroriste en possession d'un poste-radio émetteur-récepteur.

Les investigations ont conduit à l'interpellation de plusieurs douaniers qui facilitaient la sortie de ces équipements considérés comme matériel militaire dans des colis destinés aux trabendistes par voie du fret.

Les douaniers mis en cause procédaient à la remise de ces colis qui contenaient des appareils de télécommunication, à savoir des télé-

phones satellitaires Thuraya, des postes-radio émetteurs-récepteurs, des caméras à infrarouge sans les contrôler, avec la complicité des deux militaires chargés de la surveillance au niveau du service scanner de l'aéroport en contrepartie d'une importante somme d'argent et de précieux «cadeaux», alors que l'importation de ce matériel doit être soumise à une autorisation.

A noter que, quelques mois auparavant, l'aéroport Houari-Boumediène a été ébranlé par une autre affaire impliquant une douzaine de douaniers dans un trafic de «cabas», lié au phénomène du trabendo qui a pris ces dernières années des proportions alarmantes au niveau de l'aéroport international d'Alger.

Le scandale avait été mis au jour après une enquête des services de la police aux frontières de l'aéroport international d'Alger.

**A. B.**

## **QUATORZE ANS APRÈS SA TRAGIQUE DISPARITION**

# Vibrant hommage de l'UGTA à Abdelhak Benhamouda

C'est dans le calme et la sérénité que s'est déroulée hier la cérémonie de recueillement à la mémoire de feu Abdelhak Benhamouda, assassiné il y a quatorze ans sur l'esplanade de la Maison du peuple. C'est en présence des ministres du Travail et de la Sécurité sociale, des Moudjahidine, mais aussi des deux enfants du défunt, des membres du secrétariat national, dont Abdelmadjid Sidi Saïd, que plusieurs gerbes de fleurs ont été déposées au pied de la stèle érigée à la mémoire de Benhamouda, le père du projet du parti RND, dont il devait prendre la présidence avant que ses assassins n'en décident autrement. Abdelhak Benhamouda se savait menacé par les terroristes, qui ne lui ont jamais pardonné la création du CNSA (Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie) au lendemain du scrutin de décembre 1991, et par ceux dont le projet qu'il portait à travers la création du parti dérangeait. L'enfant de Constantine estimait, en effet, que l'organisation syndicale avait ses limites et qu'elle ne pouvait pas aller au-delà de sa vocation revendicatrice. De plus, elle comptait en son sein plusieurs sensibilités politiques qu'il n'était pas question de canaliser ou de confiner dans un moule unique. Il fallait donc un projet politique éminemment républicain. Le 28 janvier 1997, à quelques mois des élections législatives, selon des témoignages, «Abdelhak Benhamouda quittait son bureau au niveau de la Centrale syndicale pour prendre possession de la clé du local du nouveau parti, à partir duquel devaient se préparer les listes des candidats et la campagne électorale». Ses assassins l'attendaient patiemment. Ils lui tirèrent dessus. Il tenta de se défendre, mais la mort a eu raison de lui.

Hier, on s'est rappelé pour la énième fois, celui qui n'a cessé de dire haut et fort «tag ala man tag». Ses compagnons syndicaux et de lutte lui ont rendu hommage à sa hauteur. Abdelkader Malki, secrétaire national chargé de l'information et l'un des proches de feu Benhamouda, a tenu en cette occasion à rendre un vibrant hommage à celui qui a succédé à la tête de l'UGTA en 1990.

«Ce jour, nous rendons hommage à Abdelhak Benhamouda, comme nous rendons hommage à tous les martyrs syndicalistes de notre organisation. Nous profitons de cette occasion pour rappeler le rôle mobilisateur joué par l'UGTA avec les citoyens pour la défense de l'Algérie et des travailleurs», a-t-il dit et d'ajouter : «Nous avons contribué à trouver des solutions aux problèmes soulevés par le monde du travail comme nous avons pris en charge les revendications du monde du travail.»

**A. B.**

## **AÏN-TÉMOUCHENT**

# Orascom cède à la pression de ses employés grévistes

**Suite à la grève de treize jours déclenchée par les travailleurs algériens à la centrale électrique de Terga, filiale du groupe Orascom, pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles, les responsables de cette entreprise étrangère ont fini par céder à la pression des grévistes.**

En effet, elles ont décidé d'accepter la totalité des revendications des travailleurs grévistes, notamment celle relative à l'augmentation des salaires. L'administration du groupe Orascom a

décidé d'augmenter les salaires des travailleurs algériens à hauteur de 10% du salaire de base et la prime de panier passera de 140 DA à 200 DA. Quant au salaire unique, il est fixé à 2 000 DA, et au

cas où le travailleur se trouve en fin de contrat, une prime d'une valeur de 15 jours pour chaque année calculée sur le nombre d'années exercées dans l'entreprise lui est attribuée, sans tenir compte des heures supplémentaires qui ne seront pas incluses.

L'administration a même promis par écrit que les journées de grève

seront prises en charge et payées pour ceux qui reprendront leur service. Concernant le point relatif aux œuvres sociales, les travailleurs auront à déléguer une commission, conformément à la loi nationale, en présence des membres syndicaux de l'UGTA pour sa légitimité en cas d'autres revendications.

**S. B.**